

couples mariés, en droit de toucher la pension de vieillesse, qui ont été séparés pendant des années sans qu'aucune séparation légale ne soit intervenue. En raison de leur statut de gens mariés, ils n'ont pas droit à l'intégralité des prestations sociales.

M. l'Orateur: Le député conviendra que cette question est d'ordre très général, elle devrait plutôt faire l'objet d'une déclaration à l'appel des motions. Peut-être voudrait-il l'enslager de cette façon?

M. Rynard: Monsieur l'Orateur, à titre de question supplémentaire, puis-je demander au ministre s'il fera une déclaration là-dessus à l'appel des motions?

L'hon. John. C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, si j'ai bien compris la question—ou la déclaration—du député, je ne pense pas qu'une déclaration soit nécessaire. La loi en cause est à l'étude et cette question sera révisée.

LA DÉFENSE NATIONALE

LES FORCES DE RÉSERVE—LES ENTRETIENS AVEC LA CONFÉRENCE DES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de la Défense nationale s'il peut donner à la Chambre l'assurance que lui ou les représentants de son ministère auront d'autres entretiens avec la Conférence des associations de défense avant qu'on prenne une décision finale au sujet du maintien des forces de réserve, surtout dans la milice.

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur. J'ai dit hier que nous avions déjà consulté les associations de défense. Sauf erreur, une autre réunion ou d'autres réunions devraient avoir lieu au début d'août. Les entretiens et les négociations se poursuivront avec la conférence des associations de défense.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CHINE CONTINENTALE—LE PROGRÈS DES NÉGOCIATIONS SUR LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A-t-il des renseignements à transmettre à la Chambre sur le progrès des entretiens qui se poursuivent depuis déjà quelque temps à Stockholm au sujet de la possibilité pour le Canada de reconnaître la Chine communiste?

[M. Rynard.]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, vers la fin de la semaine dernière d'autres discussions ont eu lieu sur les questions qui restent à résoudre. Je ne puis vraiment en dire davantage sauf que les négociations sont pénibles et pourraient fort bien se prolonger encore quelque temps.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quels avantages, de l'avis du gouvernement, compenseront le Canada, si on lui permet de reconnaître la Chine communiste, de l'humiliation qu'on lui fait subir depuis huit mois?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député reconnaîtra que pour donner ces renseignements le ministre devra le faire à l'appel des motions et non pas sous forme de réponse à une question.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait peut-être clarifier la situation en ce qui a trait aux négociations qui se poursuivent avec les représentants de Mao. A-t-on laissé entendre, comme le veut la rumeur publique, que le gouvernement de la Chine rouge est prêt à accepter une reconnaissance formelle prévoyant que Formose sera sacrifiée et qu'en compensation, il achètera des quantités supplémentaires de blé au Canada plutôt qu'à l'Australie qui ne lui accorde pas cette reconnaissance?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, pour autant que je sache, la question du blé n'a jamais fait l'objet de négociations au sujet de la reconnaissance diplomatique.

LES MÉDICAMENTS

LA TÉTRACYCLINE—L'ACCUSATION DE FRAUDE CONTRE UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE EN MARGE D'UN BREVET DE FABRICATION

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à l'adresse du ministre de la Consommation et des Corporations dont je l'ai averti. Étant donné que le gouvernement des États-Unis a engagé des poursuites en dommages-intérêts se montant à 25 millions de dollars contre l'American Cyanamid and Chas. Pfizer and Co. pour avoir obtenu frauduleusement un brevet de fabrication de la tétracycline, un antibiotique, le ministre peut-il nous dire si son ministère enquête pour déterminer si les mêmes compagnies canadiennes sont coupables de la même fraude?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, dès que mes collaborateurs me feront